

Les Espaces du contrôle social

Revue Politix

De Boeck université, n° 97, 2012/1
182 pages, 22€

Aménager l'espace pour contrôler les foules a toujours été une des priorités des gouvernements des monarchies et des républiques. Par le passé, échaudé par les révoltes antérieures, le baron Haussmann créa de grandes perspectives dans le but d'aérer la capitale, mais aussi de pouvoir contrôler les boulevards.

Particulièrement intéressante et détaillée, la dernière livraison de la revue *Politix* est consacrée aux espaces du contrôle social, du pôle urbain au pôle carcéral. Et l'on s'aperçoit que si les technologies sont nouvelles, les théories du contrôle social par l'espace restent les mêmes : les bâtiments administratifs et les sièges sociaux des grands groupes sont toujours conçus de manière à laisser les étages supérieurs aux décideurs. Selon ce concept, que l'on retrouve partout, les étages inférieurs sont réservés aux subalternes, qui sont les plus surveillés, bien entendu.

Il est aussi question de « prévention situationnelle », une politique de sécurité consistant à aménager l'espace pour réduire la probabilité de la délinquance. Les dispositifs de sécurité passive, comme les tourniquets antifraude du métro, les bancs anti-SDF, les caméras de vidéosurveillance, en sont des exemples. Deux gares et deux centres commerciaux sont étudiés sous cet angle, avec leurs différents éléments : vidéosurveillance, couleurs, éclairage et aménagement des espaces, gestion des accès et des flux.

Une importante partie du dossier est aussi réservée à la vidéosurveillance, confirmant toujours l'inefficacité et le coût excessif du système. L'étude insiste sur le caractère discriminant du procédé, lequel permet d'interdire, dans les deux centres commerciaux en question, l'accès aux per-



sonnes « indésirables » (clochards, mendiants, Roms, etc.), considérées comme des nuisances (ils ne consomment pas et « indisposent » la clientèle consommatrice).

Un autre volet, troublant, concerne la surveillance électronique des condamnés. On s'imagine que le bracelet électronique adoucit la peine... Or la charge symbolique est telle que la plupart des personnes assimilent la surveillance électronique à une « *prison virtuelle* » : « *Ce bracelet représente ma peine, ma sanction... Il concrétise la dette que j'ai à l'égard de la société* », disent bon nombre de condamnés. Comme l'entendait Michel Foucault, le bracelet électronique est un parfait instrument de la biopolitique.

Jean-Claude Vitran,
responsable du groupe de travail
« Libertés et Tic » de la LDH

Mains brunes sur la ville

Réalisation et enquête : Bernard Richard et Jean-Baptiste Malet

Documentaire, 2012
Production / Distribution :
La Mare aux canards
Durée : 90'

Voilà un excellent documentaire, très documenté, clair, construit, donnant la parole aux responsables du FN, à l'UMP, à l'opposition socialiste et communiste, et aux habitants.

Nous sommes dans le Vaucluse, avec un FN présent aux cantonales et tenant deux municipalités : Orange depuis 1995 (Jacques Bompard) et Bollène depuis 2008 (sa femme Marie-Claude). Que l'étiquette change, Ligue du Sud ou Front national, c'est du pareil au même : J. Bompard est un ancien de l'OAS, d'Occident, lié au Bloc identitaire. L'heure est à l'affichage de la modération et à la revendication du bon sens, mais le fond n'a pas changé.

Le film évoque successivement la place de l'héritage colonial, dans

une région où les nostalgiques de l'Algérie française sont nombreux ; l'économie, avec le déclin de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, l'absence de moteur industriel (sauf le nucléaire à Bollène) ; les politiques municipales, de censure des bibliothèques et d'achats de livres négationnistes, d'effondrement des budgets associatifs sociaux et culturels, d'abandon à l'Etat des services publics. Vient ensuite l'urbanisme : les Bompard laissent pourrir les cités périphériques, ferment les équipements collectifs, bref, créent de l'insécurité pour pouvoir accuser les jeunes des cités de tous les maux, tandis que les centres-villes sont coquets, truffés de caméras de surveillance, et que tout terrain libre est loti par des promoteurs, aux dépens du logement social. On ajoute à cela une communication axée sur la peur de l'insécurité, et, enfin, un matraquage idéologique, avec fêtes médiévales et cochon rôti, affiches de têtes blondes, restauration active des églises et projet de mosquée sans cesse ajourné.

J. Bompard a été réélu deux fois, avec plus de 60 % des voix. Où sont les responsabilités ? Thierry Mariani, élu local, ministre des Transports et fondateur de la Droite populaire, ne se cache guère d'avoir fait alliance avec le FN. Les élus de gauche se disent aussi responsables, avec leurs conflits et leurs divisions. Et voilà le travail : une gestion injuste, aberrante, un climat qui sue la haine et la peur, un dévoiement de la démocratie par ceux-là mêmes qui s'en servent pour prendre le pouvoir.

Voir <http://www.lamare.org/mainsbrunes>.

Nicole Savy,
co-responsable du groupe
de travail « Femmes, genre,
égalité » de la LDH